

COMMISSION DE LA SANTE
PUBLIQUE, DE
L'ENVIRONNEMENT ET DU
RENOUVEAU DE LA SOCIETE

COMMISSIE VOOR DE
VOLKSGEZONDHEID, HET
LEEFMILIEU EN DE
MAATSCHAPPELIJKE
HERNIEUWING

du

van

MERCREDI 23 MARS 2011

WOENSDAG 23 MAART 2011

Matin

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10 h 07 sous la présidence de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers.

01 **Question de Mme Annick Van Den Ende au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la carte médicale" (n° 2878)**

01.01 **Annick Van Den Ende** (cdH): Les CPAS interviennent dans les frais médicaux des personnes en situation de détresse financière. Dans certaines communes, cela se fait via une carte médicale délivrée par le CPAS, permettant à son détenteur de consulter un médecin agréé par le CPAS sans devoir le payer et de ne plus déboursier qu'un pourcentage de certains frais pharmaceutiques. Plus qu'une aide, la carte médicale est un soutien psychologique et rassure les personnes fragilisées.

Le plan fédéral de lutte contre la pauvreté propose la généralisation de la carte médicale et son utilisation dans les hôpitaux pour diminuer les exclusions à l'hospitalisation. Je souhaiterais savoir où en est la concrétisation de cette carte.

01.02 **Philippe Courard**, secrétaire d'État (*en français*): En 2009, le SPP Intégration sociale a entamé une concertation avec la Caisse auxiliaire d'assurance maladie-invalidité (CAAMI), la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale et les Unions des Villes et Communes des trois Régions pour voir comment optimiser le remboursement des frais médicaux. L'automatisation complète du processus a été retenue pour simplifier, accélérer et mieux contrôler le traitement des frais médicaux des personnes qui bénéficient d'une prise en charge par les CPAS.

Ensuite, les aspects juridiques, administratifs, techniques et autres ont été analysés par différents groupes de travail. La phase de développement proprement dite peut à présent commencer. Le projet prévoit la création d'un système informatique pour gérer automatiquement les engagements de prise en charge des frais médicaux par les CPAS, pour permettre aux prestataires de soins la consultation des données, pour confier à la CAAMI le traitement des factures des prestataires de soins et pour établir le remboursement automatisé par le SPP à la CAAMI.

Dans une première phase, le traitement automatique des factures d'hôpital pour les étrangers en séjour illégal non assurés est envisagé. Elle devrait être réalisée dans le courant de l'année.

01.03 **Annick Van Den Ende** (cdH): J'apprécie que les choses évoluent.

L'incident est clos.

02 **Questions jointes de**

- Mme Karin Temmerman au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le flux migratoire prévu en provenance d'Afrique du Nord" (n° 3111)
- Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le flux attendu de demandeurs d'asile en provenance du Moyen-Orient" (n° 3133)

La **présidente**: Mme Smeyers est absente.

02.01 Karin Temmerman (sp.a): De nombreux citoyens du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, régions actuellement théâtres de révolutions, fuient face à la violence, à l'instabilité ou aux risques de poursuites. Le ministre M. De Crem avait déclaré que l'Union européenne s'en tenait provisoirement à l'application du principe de l'accueil dans le pays où le réfugié pénètre sur le territoire de l'Union européenne. La mise au point d'un plan de répartition européen est toutefois de plus en plus évoquée pour soulager les pays frontaliers.

Notre pays est-il préparé pour un tel plan? Des places d'accueil supplémentaires sont-elles déjà préparées dans cette perspective et des casernes pourraient-elles être affectées à cette mission? Qu'en est-il de l'accueil des mineurs non accompagnés?

02.02 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en néerlandais*): La migration est un phénomène international. Au vu de l'évolution récente de la situation en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, une coopération à l'échelon européen s'impose. Une réunion des ministres européens de l'Intérieur est programmée vendredi prochain.

Une demande d'accueil spécifique de ces réfugiés n'est pour l'instant pas inscrite à l'ordre du jour du gouvernement qui se réunira néanmoins dans quelques jours pour évoquer la question. Le gouvernement met tout en œuvre pour disposer d'une capacité d'accueil suffisante. Des campagnes de prévention, une procédure accélérée et une amélioration de la politique de sortie des centres d'accueil sont des éléments du masterplan. Les différentes propositions de places d'accueil sont examinées et les casernes inoccupées figurent parmi les options possibles, mais les CPAS sont également invités à chercher des places supplémentaires.

02.03 Karin Temmerman (sp.a): Si l'Europe le demande, notre pays accueillera donc des réfugiés originaires d'Afrique du Nord, mais pour le moment, notre gouvernement n'a pas encore établi de projets spécifiques à cet égard.

L'incident est clos.

03 Question de Mme Karin Temmerman au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le droit des citoyens européens à l'aide sociale" (n° 3185)

03.01 Karin Temmerman (sp.a): La directive européenne 2004/38/CE offre la possibilité à tout État membre d'accueil de refuser, dans certains cas, le droit à l'aide sociale à un citoyen de l'UE. La Belgique ne fait que très rarement appel à cette possibilité. D'après la loi DIS, les citoyens de l'UE possédant un permis de séjour de plus de trois mois ont droit à la même intégration sociale que les Belges. D'après notre loi organique des CPAS, toute personne bénéficiant d'un permis de séjour légal a droit à l'aide sociale.

À quelles conditions les citoyens de l'UE qui séjournent légalement sur notre territoire et qui attendent un permis de séjour de plus de trois mois ont-ils accès aux services sociaux? À quelles conditions ces citoyens de l'UE ont-ils droit au revenu d'intégration sociale? Pourquoi la Belgique ne recourt-elle pas à la directive qui offre la possibilité de refuser le droit à l'aide sociale aux citoyens de l'UE au cours des trois premiers mois?

03.02 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en néerlandais*): La loi du 15 décembre 1980 dispose que pour

obtenir un droit de séjour de plus de trois mois, l'intéressé doit être un travailleur salarié ou indépendant, un demandeur d'emploi ayant des chances réelles d'être engagé, une personne disposant de ressources suffisantes et d'une assurance maladie ou encore, un étudiant inscrit dans un établissement d'enseignement reconnu ou subsidié.

Les citoyens de l'Union européenne qui, dans les trois mois après leur arrivée en Belgique, confirment à l'administration communale leur appartenance à ces catégories sont inscrits par la commune dans le registre d'attente. La commune leur remet une annexe 19, en d'autres termes, une demande d'attestation d'enregistrement. Ils peuvent ainsi, après une enquête sociale approfondie, bénéficier de l'aide sociale proposée par le CPAS.

En effet, pendant les trois premiers mois du séjour, on ne refuse pas le droit à l'assistance sociale à un citoyen de l'Union européenne. Le faire reviendrait à établir une distinction entre citoyens européens et non européens. La loi du 12 janvier 2007 confère effectivement à ces derniers, pendant toute la procédure d'asile, un droit d'accueil, soit via une aide matérielle fournie par les centres d'accueil, soit via un service social assuré par les CPAS.

03.03 Karin Temmerman (sp.a): On ne peut en effet pas faire de différence entre les citoyens de l'UE et les citoyens qui n'appartiennent pas à cette dernière, mais j'ai compris que l'annexe 19 ne donne pas droit automatiquement à l'intégration sociale et à l'aide sociale.

L'incident est clos.

04 Question de Mme Jacqueline Galant au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'ouverture d'un centre pour demandeurs d'asile à Casteau" (n° 2806)

04.01 Jacqueline Galant (MR): Votre département a annoncé qu'un centre pour réfugiés serait installé en face du SHAPE dans un ancien hôtel. La population réagit très négativement, de même que le SHAPE, pour des raisons de sécurité.

Sur quoi se base cette décision? Des contacts ont-ils été pris avec le SHAPE, la commune, la police locale et les riverains? L'OCAM et le Centre de crise seront-ils impliqués? Quelles mesures de sécurité sont-elles prévues? Enfin, quand ce centre sera-t-il opérationnel?

04.02 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en français*): Comme je l'ai déjà précisé lors de la dernière question sur ce sujet le 24 décembre 2010, le Conseil des ministres a approuvé l'ouverture du site de Maisières pour loger les demandeurs d'asile y ayant droit pendant la durée de la procédure. Que ce soit pour Maisières, Hotton, Borzée ou Bastogne, la même procédure a été suivie.

Nos obligations internationales nous imposent de disposer de sites pour accueillir les demandeurs d'asile. Le site de Maisières a été proposé, visité et examiné pour vérifier sa capacité d'accueil. Maisières jouit de l'infrastructure nécessaire pour accueillir deux cent cinquante demandeurs d'asile et trente-deux mineurs non accompagnés (MENA). Soit dit en passant, il y a de plus en plus de MENA, ils arrivent par vagues. C'est un vrai problème.

Pour revenir à votre question, les autorités locales ont été prévenues. Un groupe de travail a été mis en place. Une rencontre a été organisée avec le SHAPE. J'ai d'ailleurs participé à une de ces rencontres avec la Croix-Rouge, les représentants du SHAPE et de la zone de police. Quant aux riverains, ils ne sont jamais heureux, c'est une constante. En temps voulu, nous leur expliquerons comment les choses vont se dérouler. Par contre, nous n'avons pas beaucoup avancé parce que la Belgique a des obligations et des contraintes vis-à-vis du SHAPE, qui est une organisation internationale.

Le SHAPE a réclamé une évaluation des risques. Une étude a donc été lancée. Le CIPS (Comité

interministériel pour la politique de siège) en assure la coordination. Lorsque cette étude aura été réalisée, nous examinerons ce qu'il en ressort en ce qui concerne les conditions d'accès.

Actuellement, j'ai évidemment besoin de place. Ce site convient parfaitement, mais il ne serait ouvert que dans le respect des règles et avec l'assentiment des parties en présence. Je n'ai nullement l'intention d'effrayer les riverains ou le SHAPE.

04.03 Jacqueline Galant (MR): J'espère sincèrement que ce centre ne s'installera pas devant le SHAPE, car ce serait le meilleur moyen pour le décider à partir, ce qui constituerait une catastrophe pour la région.

Le PS local a envoyé des tracts au sujet d'une motion pour maintenir le SHAPE à Casteau mais sans mentionner qu'il se bat pour l'installation d'un centre d'accueil pour réfugiés. Il faut tenir un discours cohérent!

De meilleurs sites peuvent être trouvés.

La **présidente**: Vous pensez que le Shape va avoir peur des MENA?

04.04 Jacqueline Galant (MR): Il n'y a pas que les MENA!

La **présidente**: Les demandeurs d'asile ne sont pas un danger public!

04.05 Jacqueline Galant (MR): En tant que présidente, vous n'avez pas à prendre parti dans les débats!

La **présidente**: Excusez-moi.

04.06 Jacqueline Galant (MR): C'est la première fois que je vois cela!

L'incident est clos.

05 Question de Mme Nadia Sminate à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'enquête relative aux moyens de subsistance en cas de versement d'un revenu d'intégration ou d'une aide sociale financière" (n° 3248)

05.01 Nadia Sminate (N-VA): Le droit à l'intégration sociale concerne les personnes qui n'ont aucune autre source de revenus. Aussi toute demande de revenu d'intégration fait-elle l'objet d'une enquête sur les moyens de subsistance.

Vérifie-t-on également si le demandeur ou sa/son partenaire ont des revenus ou possèdent des biens immobiliers à l'étranger? Comment cette enquête est-elle menée? Est-elle réitérée lorsque le demandeur perçoit le revenu d'intégration? Le secrétaire d'État a-t-il connaissance d'abus?

05.02 Philippe Courard, secrétaire d'État (en néerlandais): Quiconque demande un revenu d'intégration ou une aide financière auprès d'un CPAS est tenu de déclarer l'ensemble de ses moyens d'existence, de ses biens mobiliers et immobiliers que lui-même et la personne avec laquelle il cohabite possèdent. Il doit autoriser le CPAS à vérifier toutes les informations et déclarations, telle que la déclaration de revenus, auprès des services publics et des établissements financiers. Ce n'est qu'à partir de ce moment-là que l'enquête sociale peut être menée.

Si l'administration belge ne peut obtenir d'informations concernant d'éventuels biens possédés par le demandeur dans un autre pays, elle peut inviter le demandeur à lui fournir une attestation officielle ayant trait à son patrimoine immobilier à l'étranger, selon le principe *actori incumbit probatio* qui signifie que la charge de la preuve incombe au plaignant. Si l'intéressé refuse de coopérer, le CPAS peut lui refuser l'octroi d'une aide. Si le demandeur a omis de déclarer certains de ses moyens d'existence, le CPAS peut suspendre le paiement de son revenu d'intégration.

Si aucun revenu cadastral ne peut être calculé pour un bien immobilier à l'étranger, les loyers perçus par le

demandeur sont pris en considération. Si le demandeur affirme qu'il ne loue pas son bien immobilier ou s'il l'occupe comme résidence secondaire, l'aide peut lui être refusée.

L'intéressé a l'obligation de signaler à tout moment les éléments neufs – comme un héritage – susceptibles d'influer sur le montant de l'aide. En outre, le CPAS procédera à un contrôle au moins une fois par an.

Mon administration n'est pas informée d'abus constatés par le CPAS. Le SPP n'a connaissance que des seules décisions finales. Il ignore leur teneur et leur motivation. Teneur et motivation peuvent le cas échéant être invoquées lors d'inspections sur place.

05.03 Nadia Sminate (N-VA): Le CPAS se livre-t-il également à une recherche active des abus ou se contente-t-il de l'obligation imposée aux demandeurs de fournir ces informations?

05.04 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Les enquêtes de contrôle font partie des missions des CPAS.

05.05 Nadia Sminate (N-VA): Des enquêtes sont-elles effectivement menées et des chiffres sont-ils disponibles à ce sujet?

05.06 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Non, je ne dispose pas de chiffres à ce sujet.

05.07 Nadia Sminate (N-VA): Il appartient donc à l'assistant social d'examiner s'il y a des abus. Cette méthode ne me semble pas efficace car la mission d'un assistant social est d'aider le demandeur. De quelles compétences dispose-t-il pour mener une enquête? Je déplore que le secrétaire d'État ne dispose d'aucun chiffre sur ces enquêtes.

Aux Pays-Bas, une enquête est menée sur les fraudes commises par les bénéficiaires du revenu d'intégration. Dans 10 % des cas, il s'est avéré que ces bénéficiaires possédaient des biens à l'étranger. Des inspections concrètes doivent être réalisées chez nous également, éventuellement par des inspecteurs sociaux.

05.08 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Le travailleur social est effectivement compétent pour mener une enquête mais c'est le conseil du CPAS qui décide en définitive. Les enquêtes ne sont peut-être pas suffisantes dans tous les cas. Il est toujours possible de me signaler des cas concrets, de sorte que je puisse demander à l'administration d'ouvrir une enquête.

L'incident est clos.

La **présidente**: La question n° 3423 de M. Hans Bonte est reportée.

06 Question de Mme Annick Van Den Ende au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les problèmes liés à l'hébergement des demandeurs d'asile dans des hôtels" (n° 3534)

06.01 Annick Van Den Ende (cdH): En mai 2009, des demandeurs d'asile ont été hébergés dans des hôtels à bas prix, principalement situés à Bruxelles et ses environs.

Le ministre-président de la Commission communautaire a critiqué ce type d'hébergement, le 18 mars dernier, le disant organisé par Fedasil de manière peu transparente, dans de mauvaises conditions sanitaires et des chambres surpeuplées. La motivation me semble peu humanitaire.

Dans le cadre d'une enquête, l'autorité a retiré l'autorisation d'exploitation à un hôtel accueillant 85 personnes pour des motifs de présence de traces d'excréments de rats sur des paliers, immondices dans les couloirs, etc. Dans d'autres hôtels, des demandes d'adaptation ont dû être faites en raison notamment d'une sur-occupation des chambres, d'un manque d'entretien et de dégâts dus à des circonstances d'occupation

inhabituelles.

Comment réagissez-vous face aux résultats de l'enquête menée par l'inspection bruxelloise?

Quelles solutions préconisez-vous pour améliorer l'hébergement des demandeurs d'asile dans les hôtels? Actuellement, combien de personnes sont-elles logées dans des structures d'accueil?

Comment Fedasil choisit-il ses partenaires?

N'est-il pas temps de mettre fin à ce type d'hébergement?

06.02 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en français*): Fedasil vérifie les attestations nécessaires des hôtels pour héberger les demandeurs d'asile avant toute réservation. Si, par la suite, des problèmes de qualité sont constatés, Fedasil met fin à la collaboration. Cette situation s'est d'ailleurs déjà présentée.

Pour rappel, je considère évidemment que les hôtels ne constituent qu'une solution provisoire pour soulager le réseau d'accueil qui est insuffisant et, surtout, pour éviter les astreintes et éviter que des personnes soient à la rue.

Le gouvernement a décidé de renforcer le réseau d'accueil et de mettre fin à cet hébergement pour fin mars. Où en sommes-nous? Il reste trois cent nonante-neuf personnes sur les douze cents hébergées à l'hôtel. Nous avons progressé! Parmi celles-ci, beaucoup de MENA, pour lesquels nous n'avons aucune solution. Nous ne pouvons les installer dans un centre s'il n'est pas adapté. J'ai progressivement augmenté la capacité d'accueil de MENA dans les réseaux, mais c'est insuffisant. Ces derniers mois, nous avons eu une arrivée massive de MENA. Pour moi, ces derniers doivent en partie être pris en charge par les Communautés lorsqu'ils présentent des problèmes. Parmi ces jeunes, beaucoup sont perturbés. J'essaie de solutionner ce problème crucial.

J'espère vider complètement les hôtels, mais je m'inquiète de la situation actuelle. La misère règne dans de nombreux pays. Je m'attends à une recrudescence des arrivées, qui sont déjà supérieures aux prévisions pour janvier et février. C'est mal parti!

Une réunion a été planifiée par l'Europe pour envisager l'accueil de Libyens. On peut penser que l'Europe, à un moment donné, imposera à chaque pays d'augmenter son quota de demandeurs d'asile et notamment de Libyens, ce qui handicaperait encore plus notre capacité d'accueil.

J'espère qu'il sera possible de se passer des hôtels et je mettrai tout œuvre pour qu'il en soit ainsi. Mais je ne peux agir ni sur les arrivées, ni sur les départs, ni sur le traitement des dossiers, ni sur les sorties des centres. Je souhaite surtout trouver les solutions les moins mauvaises pour tous ces gens qui souffrent.

06.03 Annick Van Den Ende (cdH): Je prends note qu'une inspection des hôtels est organisée. Même si votre objectif est de ne plus recourir à cette solution, sur le terrain, on constate une recrudescence de MENA. Cela risque donc de ne pas être terminé pour fin mars.

L'incident est clos.

07 Question de Mme Annick Van Den Ende au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le centre de transit de Borzée (La Roche-en-Ardenne)" (n° 3535)

07.01 Annick Van Den Ende (cdH): Borzée, ancien centre de vacances, est maintenant un centre de transit

pour 350 demandeurs d'asile; ils peuvent rester dix semaines avant d'être dirigés vers le centre d'accueil.

Suite à un incident entre deux communautés, certains ont déclaré que ce centre ne serait pas adapté à ce type d'accueil: le personnel d'encadrement serait trop réduit, rien ne serait prévu pour la scolarité des enfants, aucun projet d'intégration ne serait proposé aux résidents. Certains résidents ne respecteraient pas la durée de séjour prévue. Pour le bourgmestre, "Fedasil n'a pas pris pleinement la mesure de la situation".

Comment réagissez-vous face aux incidents au centre de Borzée? Estimez-vous qu'il soit adapté à l'accueil des demandeurs d'asile? Combien de temps y séjournent-ils en moyenne? Fedasil a loué ce centre pour un an à partir de décembre 2010. Envisagez-vous de renouveler ce contrat?

07.02 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en français*): Les centres d'accueil d'urgence de Borzée, Bastogne et Gembloux ont été créés pour ne plus laisser les demandeurs d'asile à la rue. Un délai de dix semaines a été prévu avant de réintégrer un centre classique et, puisqu'il s'agit de séjours de courte durée, il a été décidé de ne pas inscrire les enfants à l'école ni les résidents à la commune. Les services et activités nécessaires sont organisés dans le centre. Fedasil favorise l'accueil des familles avec enfants en âge scolaire dans les centres d'accueil structurels.

Depuis l'ouverture du centre de Borzée en décembre 2010, une cinquantaine de résidents ont été transférés vers un centre d'accueil structurel. L'équipe d'encadrement de vingt-cinq personnes pour une population de deux cent cinquante résidents est comparable à celle des autres centres.

L'incident du 17 mars n'a été qu'un conflit entre résidents, où n'ont été échangées que des menaces. Bien que les résidents soient particulièrement sensibles aux conflits en raison de ce qu'ils ont pu vivre, tout le monde doit respecter les règles de vie en communauté.

Contrairement à la rumeur, un réfugié ne peut tout se permettre et est soumis à la loi belge, comme tout le monde.

Le bail prend fin le 13 décembre 2011. C'est au gouvernement et surtout aux propriétaires de décider de la prolongation de la location.

On me dit que le centre de Rendeux ne convient pas parce qu'il est au milieu du village; ici, le problème est que le centre est isolé au milieu des bois! Je suis confronté à des arguments parfois opposés. L'objectif est que les gens ne soient plus à la rue et que leur dossier soit traité rapidement; il faut donc prendre les solutions les moins mauvaises.

07.03 Annick Van Den Ende (cdH): En province du Luxembourg, nous avons ouvert des places pour contrer la saturation des réseaux.

De telles situations engendrent souvent des problèmes, des craintes et des réactions de la population. Mais l'information porte ses fruits. Certains bourgmestres, au départ un peu désarçonnés, commencent à se trouver plus à l'aise et maîtrisent mieux la situation.

C'est pourquoi, il faut accentuer cette information et communication. En outre, il faudrait des contrôles pour que la population n'ait pas l'impression de passe-droits, mais sente que tout le monde est soumis aux mêmes règles.

07.04 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en français*): Je vous invite à regarder le débat enregistré hier avec les directeurs de centre, la police qui a démystifié l'aspect délinquance, la bourgmestre qui connaît le centre d'Herbeumont et a expliqué comment cela se passe. C'est un débat avec des reportages judiciaires qui

donnent aussi la parole aux gens du centre. Il apporte des réponses claires qui défont beaucoup de préjugés.

L'incident est clos.

08 Question de M. David Clarinval au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la création d'un centre de réfugiés à la base militaire de Baronville" (n° 3482)

08.01 David Clarinval (MR): Le délégué pour l'accueil des demandeurs d'asile de Fedasil, M. Peter De Roo, a appelé le gouvernement à se pencher d'urgence sur la nécessité d'un centre d'accueil spécifique pour les réfugiés de guerre du Moyen-Orient. Les anciennes casernes d'Ans, Baronville et Diest seraient les plus appropriées selon lui.

Or, la base militaire de Baronville se situe à proximité d'un centre Fedasil accueillant 200 réfugiés et, non loin, on compte trois autres centres du même type à Sugny, Herbeumont et Florennes. Il y a aussi le centre d'accueil provisoire de la base militaire d'Anseremme, située dans la commune de Dinant.

Où en est le projet annoncé par Monsieur De Roo?

08.02 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en français*): M. De Roo a lancé des pistes de sa propre initiative. Des réunions ont lieu régulièrement avec le Premier ministre et le secrétaire d'État Wathelet pour analyser la situation.

La situation au Moyen-Orient nous préoccupe. Une réunion se tiendra prochainement et débouchera probablement sur une répartition au sein de différents pays européens. Il est nécessaire de prévoir de l'accueil supplémentaire et davantage de moyens pour accélérer le traitement des dossiers et résorber le retard.

Je demande au gouvernement de se pencher sur d'autres possibilités. Je n'ai jamais proposé Baronville et j'ignore d'où provient cette information. Le gouvernement n'a pris aucune décision.

J'essaie de relancer des initiatives locales d'accueil en incitant les communes et les CPAS à s'engager. Comme certains ne veulent pas du plan de répartition, cela permet quand même de répartir quelque peu. Si, via les ILA, on pouvait créer des places supplémentaires, nous ne devrions pas ouvrir de nouveaux centres.

Le gouvernement devra se repositionner en fonction de la situation.

08.03 David Clarinval (MR): Les pays européens devront se montrer solidaires par rapport à l'afflux de réfugiés.

En tant que bourgmestre de Bièvre, j'avais introduit, il y a cinq ans, une demande pour avoir une ILA (Initiative Locale d'Accueil). Mais on m'avait répondu qu'il y avait un moratoire.

08.04 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en français*): C'est fini depuis plusieurs mois. Si vous avez toujours une proposition, je vous mettrai en contact tout de suite. Comme c'était une initiative des CPAS, c'est eux que nous avons informés.

08.05 David Clarinval (MR): Malgré une bonne collaboration des CPAS avec les communes, ce sont des entités différentes. Il serait utile d'informer les communes également.

L'incident est clos.

09 Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration

sociale, sur "la situation concernant les places d'accueil" (n° 3570)

09.01 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): En observant les tensions en Libye ou au Liberia – qui doit accueillir 84 000 réfugiés de Côte d'Ivoire – il serait normal que nous accueillions également notre juste part.

Les places créées cet hiver ont permis d'accueillir les personnes à la rue et les demandeurs d'asile arrivés ces derniers mois. Mais serons-nous capables de continuer à accueillir décemment les nouveaux arrivants?

Nous aurions donc voulu faire le point avec vous: quel est le nombre de places actuel et le taux d'occupation, ainsi que le nombre de sorties en janvier et février, pour déterminer la rotation en cours?

Combien de places devraient-elles être fermées dans les prochains mois et quand? Quelle est votre analyse de la situation?

09.02 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en français*): Le taux d'occupation du réseau est de 96,6 %. Vu l'afflux important qui se poursuit, nous nous trouverons rapidement en difficulté.

Il y a eu 1 776 sorties en janvier et 1 427 en février. Dans les prochains mois, aucune fermeture de place n'est planifiée. Depuis mars 2009, 6 986 places d'accueil ont été créées.

Concernant les hôtels, venant de 1 200, nous en sommes à présent sous la barre des 400, avec une problématique particulière constituée par les MENA.

Les données statistiques de janvier et février 2011 mettent en évidence une hausse de 30 % des demandes d'asile par rapport à la même période en 2010.

L'examen de cette problématique par l'Europe débouchera probablement sur un "plan de répartition européen", qui handicapera encore davantage notre capacité d'accueil.

Cela fait des mois que je tire la sonnette d'alarme. J'informe très régulièrement le gouvernement et des réunions sont organisées avec les collaborateurs de M. Wathelet et ceux du premier ministre.

Encore faut-il prévoir des moyens pour traiter plus vite les dossiers, trouver de la capacité d'accueil et prendre des décisions permettant de faire sortir plus vite certaines personnes. J'étais favorable à la solution du plan de répartition, mais, politiquement, ce n'était pas simple.

Nous poursuivons ce type de piste, mais j'ai également fait une proposition visant à augmenter le nombre de places.

Une réunion aura lieu cet après-midi ou demain afin de réexaminer l'ensemble des pistes. Après avoir fait l'objet d'une discussion avec le premier ministre, celles-ci devraient être soumises au cabinet restreint. Une décision européenne permettra peut-être d'augmenter notre capacité d'accueil.

Je n'ai jamais évoqué Baronville. Je ne sais pas si ce site est adéquat pour accueillir des réfugiés.

La solution passe par une multitude de réponses. Nul doute que je serai le premier à être "fusillé" en cas de problème!

09.03 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Avec un taux d'occupation de 96 %, on va très vite revenir à une situation préoccupante. Les engagements concernant le traitement des dossiers d'asile seront-ils suffisants, vu l'augmentation des demandes?

Le plan de répartition semble la piste la plus intéressante. Des individus ont été abrités dans des logements collectifs pendant six mois; il faut leur permettre de s'insérer plus adéquatement. En outre, cela coûte moins cher.

À un moment, le développement des ILA posait problème car vous étiez submergé par les demandes.

09.04 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en français*): Pour les ILA, j'ai de l'argent mais pas assez de demandes!

09.05 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Tous les dossiers introduits ont donc été acceptés? C'est parfait!

Je suis curieuse de voir ce que l'Europe va proposer, car il s'agit de domaines où nous devons travailler de manière globale, tout en tenant compte du nombre de personnes déjà accueillies dans chaque pays.

La **présidente**: Les questions n^{os} 2266 de M. Ducarme et 3527 de M. Thiéry sont supprimées.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 11 h 16.

De vergadering wordt geopend om 10.07 uur en voorgezeten door mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers.

01 Vraag van mevrouw Annick Van Den Ende aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de medische kaart" (nr. 2878)

01.01 Annick Van Den Ende (cdH): De OCMW's dragen een deel van de medische kosten van personen die zich in een financiële noodsituatie bevinden. In een aantal gemeenten gebeurt dat via een medische kaart die door het OCMW wordt afgeleverd en waarmee de houder een door het OCMW erkende arts kan raadplegen zonder te moeten betalen en waarmee hij slechts een deel van de apothekerskosten hoeft te betalen. De medische kaart is meer dan een vorm van financiële bijstand, ze biedt de personen die zich in een kwetsbare situatie bevinden psychologische steun en geeft hen een geruststellend gevoel.

In het federaal plan voor armoedebestrijding wordt voorgesteld om de medische kaart algemeen te verspreiden en het gebruik van de kaart ook in de ziekenhuizen in te voeren, teneinde ervoor te zorgen dat er minder mensen van ziekenhuisopname worden uitgesloten. Ik zou graag vernemen hoe het staat met de concrete plannen met betrekking tot deze kaart.

01.02 Staatssecretaris Philippe Courard (*Frans*): In 2009 startte de POD Maatschappelijke Integratie het overleg met de Hulpkas voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering (HZIV), de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid en de Verenigingen van Steden en Gemeenten van de drie Gewesten om na te gaan hoe de terugbetaling van de medische kosten kon worden geoptimaliseerd. Er werd voor gekozen om de procedure volledig te automatiseren teneinde de verwerking van de medische kosten van de OCMW-begunstigden te vereenvoudigen, te bespoedigen en beter te controleren.

Vervolgens werden de juridische, administratieve, technische en overige aspecten geanalyseerd door verscheidene werkgroepen. De eigenlijke ontwikkelingsfase kan nu van start gaan. Het project omvat het opzetten van een ICT-systeem om de verbintenissen tot tenlasteneming van de medische kosten door de OCMW's automatisch te beheren, de zorgverstrekkers in staat te stellen de gegevens te raadplegen, de verwerking van de facturen van de zorgverstrekkers toe te vertrouwen aan de HZIV en de geautomatiseerde terugbetaling van de POD aan de HZIV vast te stellen.

In een eerste fase zal er werk gemaakt worden van de automatische verwerking van de ziekenhuisfacturen voor illegaal in ons land verblijvende vreemdelingen die niet verzekerd zijn. Dat zou in de loop van het jaar rond moeten zijn.

01.03 Annick Van Den Ende (cdH): Ik ben blij dat de zaken evolueren.

Het incident is gesloten.

02 **Samengevoegde vragen van**

- mevrouw Karin Temmerman aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de verwachte migratiestroom uit Noord-Afrika" (nr. 3111)
- mevrouw Sarah Smeyers aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de verwachte toestroom van asielzoekers uit het Midden-Oosten" (nr. 3133)

De **voorzitter**: Mevrouw Smeyers is niet aanwezig.

02.01 Karin Temmerman (sp.a): Vele mensen uit het Midden-Oosten en Noord-Afrika, een regio waar momenteel revoluties aan de gang zijn, zijn op de vlucht voor geweld, instabiliteit of vervolging. Minister De Crem verklaarde dat de EU voorlopig vasthoudt aan de opvang in het land waar men de Unie binnenkomt. Meer en meer wordt echter gesproken over een Europees spreidingsplan om de grenslanden te ontlasten.

Is ons land daarop voorbereid? Worden er al bijkomende opvangplaatsen in gereedheid gebracht? Komen kazernes daarvoor in aanmerking? Wat met de opvang van niet-begeleide minderjarigen?

02.02 Staatssecretaris Philippe Courard (Nederlands): Migratie is een internationaal fenomeen. In verband met de recente ontwikkelingen in Noord-Afrika en het Midden-Oosten moeten wij in Europees verband samenwerken. Vrijdag is er een vergadering met de Europese ministers van Binnenlandse Zaken gepland.

De vraag naar specifieke opvang voor deze vluchtelingen is bij de regering momenteel niet aan de orde. Over enkele dagen komt er een vergadering. De regering doet er steeds alles aan om over voldoende opvangcapaciteit te beschikken. Preventiecampagnes, een versnelde procedure en een verbetering van de uitstroom maken daar deel van uit. Alle voorstellen over mogelijke opvangplaatsen worden gescreend. Leegstaande kazernes behoren tot de mogelijkheden, maar ook aan de OCMW's wordt gevraagd om bijkomende plaatsen te zoeken.

02.03 Karin Temmerman (sp.a): Als Europa dat vraagt, zal ons land dus vluchtelingen uit Noord-Afrika opvangen, maar momenteel heeft onze regering nog geen specifieke plannen voor de opvang van deze vluchtelingen.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van mevrouw Karin Temmerman aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "het recht op sociale bijstand voor EU-burgers" (nr. 3185)

03.01 Karin Temmerman (sp.a): De Europese richtlijn 2004/38/EG maakt het mogelijk dat een gastlidstaat het recht op sociale bijstand in bepaalde gevallen niet toekent aan een EU-burger. België maakt echter nauwelijks gebruik van die mogelijkheid. Volgens de RMI-wet hebben EU-burgers met een toegekend verblijfsrecht van meer dan drie maanden recht op dezelfde maatschappelijke integratie als Belgen. Volgens onze OCMW-wet heeft iedereen met een wettig verblijfsrecht recht op maatschappelijke dienstverlening.

Onder welke voorwaarden hebben EU-burgers die rechtmatig op ons grondgebied verblijven en die op zo een verblijfsrecht van meer dan drie maanden wachten, recht op maatschappelijke dienstverlening? Onder welke voorwaarden hebben deze EU-burgers recht op een leefloon? Waarom maakt België geen gebruik van de richtlijn die de mogelijkheid biedt om EU-burgers het recht op sociale bijstand gedurende de eerste drie maanden te ontzeggen?

03.02 Staatssecretaris Philippe Courard (Nederlands): De wet van 15 december 1980 stelt dat iemand, om het verblijfsrecht van meer dan drie maanden te verkrijgen, tot de volgende categorieën moet behoren: werknemers, zelfstandigen, werkzoekenden die een reële kans maken om te worden aangesteld, mensen met voldoende bestaansmiddelen en een ziekteverzekering en mensen die ingeschreven zijn in een erkende

of gesubsidieerde onderwijsinstelling.

De EU-burgers die binnen drie maanden na aankomst in België bij het gemeentebestuur bevestigen dat zij tot die categorieën behoren, worden door de gemeente ingeschreven in het wachtregister. Zij krijgen van de gemeente een bijlage 19, een aanvraag van verklaring van inschrijving. Zo kunnen zij aanspraak maken op maatschappelijke dienstverlening van het OCMW na een grondig sociaal onderzoek.

Het recht op sociale bijstand aan een EU-burger wordt inderdaad niet ontzegd gedurende de eerste drie maanden van het verblijf. Dat zou een onderscheid creëren tussen EU-burgers en niet-EU-burgers. Die laatsten hebben immers volgens de wet van 12 januari 2007 gedurende de gehele asielprocedure recht op opvang, ofwel de materiële hulp toegekend door de opvangcentra, ofwel de maatschappelijke dienstverlening verstrekt door de OCMW's.

03.03 Karin Temmerman (sp.a): Ik ben het ermee eens dat we geen onderscheid kunnen maken tussen EU-burgers en niet-EU-burgers, maar ik heb goed begrepen dat bijlage 19 niet automatisch het recht geeft op maatschappelijke integratie en maatschappelijke bijstand.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van mevrouw Jacqueline Galant aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de opening van een centrum voor asielzoekers in Casteau" (nr. 2806)

04.01 Jacqueline Galant (MR): Uw departement deelde mee dat er een vluchtelingencentrum zou komen in een vroeger hotel tegenover SHAPE. De bevolking en ook SHAPE zelf reageerden erg negatief op dat bericht, uit veiligheidsoverwegingen.

Waarop stoelt die beslissing? Werd er contact opgenomen met SHAPE, met de gemeente, de lokale politie en de omwonenden? Zullen het Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse OCAD en het crisiscentrum hierbij worden betrokken? Welke veiligheidsmaatregelen zijn er gepland? Ten slotte, wanneer wordt dit centrum operationeel?

04.02 Staatssecretaris Philippe Courard (Frans): Zoals ik naar aanleiding van de vorige vraag over dit onderwerp al meegedeeld heb, heeft de ministerraad op 24 december 2010 zijn goedkeuring gegeven voor het openstellen van de site te Maisières, waar asielzoekers zouden worden ondergebracht die recht hebben op opvang zolang hun procedure loopt. Zowel voor Maisières, Hotton, Borzée als voor Bastenaken werd dezelfde procedure gevolgd.

Wij zijn in het kader van internationale overeenkomsten verplicht om sites beschikbaar te stellen voor de opvang van asielzoekers. De site van Maisières werd voorgesteld en bezocht, en er werd een studie uitgevoerd om de opvangcapaciteit ervan na te gaan. Maisières beschikt over de vereiste infrastructuur om 250 asielzoekers en 32 niet-begeleide minderjarigen op te vangen. Er zijn, tussen haakjes, al maar meer niet-begeleide minderjarigen. Zij komen in golven binnen. Dat is een echt probleem.

Ik kom terug tot uw vraag. De plaatselijke overheden werden op de hoogte gebracht. Er werd een werkgroep opgericht. Er werd een ontmoeting georganiseerd met SHAPE. Ik heb overigens een van deze bijeenkomsten bijgewoond. Daar waren het Rode Kruis en de vertegenwoordigers van SHAPE en van de politiezone aanwezig. De omwonenden zijn nooit blij, dat is altijd zo. Wij zullen hen te gelegener tijd uitleggen hoe de zaken zullen verlopen. Wij hebben nog niet veel vooruitgang geboekt, omdat België ten aanzien van SHAPE als internationale organisatie veel verplichtingen heeft.

SHAPE heeft een risico-evaluatie geëist en er werd dus een studie gestart. Het Interministerieel Comité voor het Zetelbeleid (ICZ) zorgt voor de coördinatie. Wanneer die studie klaar is, zullen we nagaan wat eruit blijkt met betrekking tot de toegangsvoorwaarden.

Ik heb op dit ogenblik natuurlijk plaats nodig. Die site is perfect, maar hij zal enkel worden geopend met inachtneming van de regels en met de instemming van de betrokken partijen. Het is geenszins mijn bedoeling de omwonenden of SHAPE angst aan te jagen.

04.03 Jacqueline Galant (MR): Ik hoop echt dat dat centrum niet tegenover SHAPE zal worden gevestigd, want dat zou de NAVO er vast en zeker toe aanzetten om te vertrekken, wat voor de regio een ramp zou betekenen.

De lokale PS-afdeling heeft pamfletten verspreid in verband met een motie waarin het behoud van SHAPE in Casteau wordt gevraagd, maar ze vertelde er niet bij dat ze er ook voor ijvert om daar een opvangcentrum voor asielzoekers onder te brengen. Een beetje coherentie, alstublieft!

Er kunnen betere sites worden gevonden.

De **voorzitter**: Denkt u dat SHAPE bang zal zijn van de NBMV's?

04.04 Jacqueline Galant (MR): Het gaat niet alleen om NBMV's!

De **voorzitter**: Asielzoekers vormen geen bedreiging voor de openbare veiligheid!

04.05 Jacqueline Galant (MR): Als voorzitter hoort u geen standpunt in te nemen in de debatten!

De **voorzitter**: Het spijt me.

04.06 Jacqueline Galant (MR): Het is de eerste keer dat ik zoiets meemaak!

Het incident is gesloten.

05 Vraag van mevrouw Nadia Sminate aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "het onderzoek naar bestaansmiddelen in geval van leefloon of financiële maatschappelijke dienstverlening" (nr. 3248)

05.01 Nadia Sminate (N-VA): Het recht op maatschappelijke integratie is bedoeld voor diegenen die geen enkele andere bron van inkomsten hebben. Daarom wordt er steeds een onderzoek naar de bestaansmiddelen gedaan als iemand een leefloon aanvraagt.

Wordt er ook nagegaan of de aanvrager en zijn partner in het buitenland inkomsten hebben of onroerende goederen bezitten? Hoe wordt dat onderzoek gevoerd? Wordt dat onderzoek herhaald wanneer de aanvrager het leefloon ontvangt? Is de staatssecretaris op de hoogte van misbruiken?

05.02 Staatssecretaris Philippe Courard (Nederlands): Wie een leefloon of financiële steun vraagt bij een OCMW, moet aangifte doen van alle bestaansmiddelen, roerende en onroerende goederen, die hijzelf én de persoon met wie hij samenwoont, bezitten. Hij moet het OCMW de toestemming geven om alle gegevens en aangiftes, zoals de belastingaangifte, na te trekken bij de openbare diensten en financiële instellingen. Alleen dan kan het sociaal onderzoek worden gevoerd.

Als de Belgische administratie geen informatie kan krijgen over bezittingen in een ander land, dan wordt aan de aanvrager een officieel attest over zijn onroerende vermogen in het buitenland gevraagd volgens het principe *actori incumbit probatio*: het bewijs moet van de aanklager komen. Wil de betrokkene niet meewerken, dan kan het OCMW de aanvraag weigeren. Als de aanvrager bepaalde bestaansmiddelen niet heeft aangegeven, kan de uitbetaling van het leefloon worden opgeschort.

Als voor een onroerend goed in het buitenland geen kadastraal inkomen kan worden berekend, wordt gekeken naar de huur die de aanvrager krijgt. Als hij beweert dat het onroerend goed niet wordt verhuurd of als het wordt gebruikt als een tweede verblijfplaats, dan kan de steun worden geweigerd.

De betrokkene moet nieuwe elementen die een invloed kunnen hebben op het bedrag van de steun, zoals

een erfenis, steeds melden. Het OCMW zal ook minstens één keer per jaar een controle uitvoeren.

Mijn administratie is niet op de hoogte van vastgestelde misbruiken door het OCMW. De POD heeft alleen zicht op de uiteindelijke beslissingen, maar niet op de inhoud of de motivering ervan. Dat kan wel aan bod komen tijdens inspecties ter plaatse.

05.03 Nadia Sminate (N-VA): Gaat het OCMW ook actief op zoek naar misbruiken, of blijft het bij de verplichting van de aanvrager om al deze informatie te verstrekken?

05.04 Staatssecretaris Philippe Courard (Nederlands): Controleonderzoeken zijn een van de taken van de OCMW's.

05.05 Nadia Sminate (N-VA): Maar gebeurt dat ook effectief en zijn daar cijfers over beschikbaar?

05.06 Staatssecretaris Philippe Courard (Nederlands): Neen, ik heb daar geen cijfers over.

05.07 Nadia Sminate (N-VA): Het is dus de taak van de sociaal assistent om na te gaan of er misbruiken zijn. Dat lijkt mij geen efficiënte werkwijze, want een sociaal assistent is er om de aanvrager te helpen. Welke bevoegdheid en welke competenties heeft hij om een onderzoek te voeren? Ik betreur het dat de staatssecretaris geen cijfers heeft over zulke onderzoeken.

In Nederland is er een onderzoek gevoerd naar fraude bij leefloners. In 10 procent van de gevallen bleek dat zij bezittingen hadden in het buitenland. Er moeten ook bij ons concrete inspecties gedaan worden, eventueel door sociale inspecteurs.

05.08 Staatssecretaris Philippe Courard (Nederlands): De maatschappelijk werker heeft wel degelijk de bevoegdheid om een onderzoek te voeren, maar het is uiteindelijk de raad van het OCMW die beslist. Misschien zijn de onderzoeken niet altijd voldoende. Concrete gevallen mogen mij altijd gemeld worden, zodat ik de administratie kan vragen om een onderzoek in te stellen.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 3423 van de heer Hans Bonte wordt uitgesteld.

06 Vraag van mevrouw Annick Van Den Ende aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de problemen die voortvloeien uit het onderbrengen van asielzoekers in hotels" (nr. 3534)

06.01 Annick Van Den Ende (cdH): In mei 2009 werden asielzoekers ondergebracht in goedkope hotels, vooral in Brussel en omgeving.

De minister-voorzitter van de Gemeenschapscommissie uitte op 18 maart jongstleden kritiek op dit soort opvang. Hij had het in dit verband over een weinig transparante organisatie door Fedasil, over slechte sanitaire omstandigheden en overbevolkte kamers. De onderliggende motieven lijken niet echt humanitair te zijn.

In het kader van een onderzoek trok de overheid de uitbatingsvergunning in van een hotel waar 85 personen werden opgevangen, wegens de aanwezigheid van sporen van rattenuitwerpselen op de overlopen, van vuilnis in de gangen, enz. Andere hotels moesten aanpassingen uitvoeren, wegens de overbezetting van de kamers, een gebrekkig onderhoud en schade als gevolg van de ongewone bezettingsgraad van de kamers.

Hoe reageert u op de resultaten van het onderzoek dat door de Brusselse inspectiediensten werd uitgevoerd?

Welke oplossingen stelt u voor om de opvang van de asielzoekers in hotels te verbeteren? Hoeveel personen

verblijven er momenteel in opvangstructuren?

Hoe kiest Fedasil zijn partners?

Wordt het geen tijd om op te houden met dit soort opvang?

06.02 Staatssecretaris **Philippe Courard** (*Frans*): Fedasil kijkt vóór elke reservatie de vereiste attesten van de hotels om de asielzoekers op te vangen, na. Als er nadien kwaliteitsproblemen worden vastgesteld, beëindigt Fedasil de samenwerking. Dat is trouwens al gebeurd.

Ik wil er nogmaals op wijzen dat ik de hotels uiteraard beschouw als een tijdelijke oplossing om het ontoereikende opvangnetwerk te ontzien en te vermijden dat er dwangsommen opgelegd worden en asielzoekers op straat komen te staan.

De regering besliste het opvangnetwerk te versterken en dat er tegen eind maart geen asielzoekers meer in hotels worden opgevangen. Hoeveel staan we? Van de initiële 1.200 asielzoekers worden er nu nog 399 in een hotel opgevangen. Er is vooruitgang geboekt! Het gros zijn niet-begeleide minderjarige vreemdelingen, voor wie we geen enkele oplossing hebben. We mogen ze niet in een centrum plaatsen als dat centrum niet aangepast is. Ik heb de opvangcapaciteit van niet-begeleide minderjarige vreemdelingen in de netwerken geleidelijk opgeschroefd, maar dat volstaat niet. De voorbije maanden werd ons land door niet-begeleide minderjarige vreemdelingen overspoeld. Ik vind dat die minderjarigen deels door de Gemeenschappen opgevangen moeten worden als ze met problemen kampen. Veel van die jongeren zijn in de war. Ik probeer een oplossing uit te werken voor dat cruciale probleem.

Ik hoop dat alle asielzoekers binnenkort uit de hotels verdwenen zullen zijn, maar de huidige situatie baart me zorgen. In tal van landen is het kommer en kwel. Ik verwacht dat de instroom, die in januari en februari al groter was dan voorzien, opnieuw zal stijgen. Het ziet er niet goed uit!

De Europese lidstaten komen binnenkort bijeen om de opvangmogelijkheden voor Libische asielzoekers te bespreken. Het is niet ondenkbaar dat Europa alle lidstaten er op een bepaald ogenblik toe zal verplichten hun quota van asielzoekers, meer bepaald Libiërs, op te trekken. Daardoor zou onze opvangcapaciteit nog meer onder druk komen te staan.

Ik hoop dat we zullen kunnen afstappen van de opvang in hotels en ik zal er zelf alles aan doen om dat te verwezenlijken. Ik heb echter geen enkele invloed op de toe- of uitstroom van asielzoekers, noch op de behandeling van de dossiers, en al evenmin op de uitstroom uit de centra. Ik wil vooral de minst slechte oplossingen aandragen voor al wie in nood verkeert.

06.03 **Annick Van Den Ende** (cdH): Ik noteer dat de hotels worden geïnspecteerd. Ook al wil u die mogelijkheid niet langer benutten, in de praktijk stellen we vast dat het aantal NBMV's weer toeneemt. Het ziet er dus niet naar uit dat het probleem tegen eind maart opgelost zal zijn.

Het incident is gesloten.

07 **Vraag van mevrouw Annick Van Den Ende aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "het transitcentrum te Borzée (La Roche-en-Ardenne)" (nr. 3535)**

07.01 **Annick Van Den Ende** (cdH): Het vroegere vakantiepark van Borzée wordt nu gebruikt als transitcentrum voor 350 asielzoekers. Ze mogen er gedurende tien weken verblijven, waarna ze naar een opvangcentrum worden doorverwezen.

Naar aanleiding van een incident tussen twee gemeenschappen hebben sommigen verklaard dat het centrum niet geschikt is om dat soort opvang te verzekeren. Zo zou er onvoldoende begeleidend personeel zijn, zou er geen onderwijsaanbod zijn voor kinderen en zou er geen enkel integratieproject worden voorgesteld aan de bewoners. Sommige bewoners zouden zich niet aan de toegestane verblijfsduur houden. Volgens de burgemeester heeft Fedasil de situatie fout ingeschat.

Hoe reageert u op de incidenten in Borzée? Vindt u dat het transitcentrum geschikt is om er asielzoekers in op te vangen? Hoe lang verblijven ze er gemiddeld? Fedasil heeft dat centrum vanaf december 2010 voor één jaar gehuurd. Bent u voornemens die huurovereenkomst te verlengen?

07.02 Staatssecretaris **Philippe Courard** (*Frans*): De noodopvangcentra van Borzée, Bastenaken en Gembloux werden opgericht om te voorkomen dat er nog asielzoekers op straat zouden terechtkomen. Het is de bedoeling dat de asielzoekers binnen een termijn van tien weken in een klassiek centrum terechtkomen. Aangezien de opvang dus van korte duur is, werd er beslist de kinderen niet in een school in te schrijven en de bewoners niet in te schrijven in de gemeenten. De nodige diensten en activiteiten worden in het centrum georganiseerd. Fedasil probeert gezinnen met schoolgaande kinderen zoveel mogelijk in de structurele opvangcentra op te vangen.

Sinds het centrum van Borzée in december 2010 openging, werden een vijftigtal bewoners naar een structureel opvangcentrum overgebracht. Het begeleidende team bestaat uit 25 personen voor 250 bewoners, wat vergelijkbaar is met de situatie in andere centra.

Het incident van 17 maart stelde niet meer voor dan een conflict tussen bewoners, die elkaar bedreigingen naar het hoofd slingerden. De bewoners zijn soms erg conflictgevoelig als gevolg van wat ze hebben meegemaakt, maar iedereen moet de regels van een leven in gemeenschap in acht nemen.

In tegenstelling tot wat er verteld wordt, kan een vluchteling niet met alles weggkomen en moet hij zich net als iedereen aan de Belgische wetten houden.

Het huurcontract loopt tot 13 december 2011. Het zijn de regering en vooral de eigenaars die moeten beslissen of het huurcontract al dan niet verlengd wordt.

Naar verluidt is het centrum van Rendeux niet geschikt omdat het in het midden van het dorp gelegen is. Het centrum van Borzée heeft dan weer als nadeel dat het ver van de bewoonde wereld, in het midden van een bos, ligt! Soms krijg ik te maken met tegenstrijdige argumenten. Het is de bedoeling dat de mensen van straat worden gehaald en dat hun dossier snel wordt behandeld. We moeten dus kiezen voor de minst slechte oplossingen.

07.03 **Annick Van Den Ende** (cdH): In de provincie Luxemburg hebben we plaatsen gecreëerd om de verzadiging van het opvangnetwerk tegen te gaan.

Dergelijke situaties veroorzaken dikwijls problemen, beangstigen de omwonenden en lokken reacties uit. Maar de informatieverstrekking begint vrucht af te werpen. Sommige burgemeesters, die eerst wat van hun stuk waren gebracht, beginnen zich meer op hun gemak te voelen en hebben de situatie beter in de hand.

Daarom moeten die informatieverstrekking en communicatie nog verder worden verbeterd. Bovendien moeten er controles worden uitgevoerd, opdat de bevolking zich ervan zou kunnen vergewissen dat iedereen aan dezelfde regels wordt onderworpen en dat er niemand wordt bevoorrecht.

07.04 Staatssecretaris **Philippe Courard** (*Frans*): Ik nodig u uit om de opnames te bekijken van het debat dat gisteren heeft plaatsgevonden tussen de directeurs van de centra, de politie, die een beter inzicht in het aspect van de delinquentie heeft gegeven, en de burgemeester, die het centrum van Herbeumont kent en die heeft uitgelegd hoe een en ander in zijn werk gaat. Het is een debat met scherpzinnige reportages, waarin ook de mensen uit het centrum aan het woord komen. Het biedt ondubbelzinnige antwoorden die komaf maken met tal van vooroordelen.

Het incident is gesloten.

08 **Vraag van de heer David Clarinval aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "het creëren van een opvangcentrum voor vluchtelingen op de militaire basis van Baronville" (nr. 3482)**

08.01 David Clarinval (MR): De afgevaardigde voor de opvang van asielzoekers bij Fedasil, de heer Peter De Roo, heeft de regering opgeroepen dringend werk te maken van een specifiek opvangcentrum voor de oorlogsvluchtelingen uit het Midden-Oosten. De voormalige kazernes in Ans, Baronville en Diest zouden zich volgens hem het best daartoe lenen.

De militaire basis van Baronville ligt echter in de buurt van een Fedasilcentrum waar 200 vluchtelingen worden opgevangen en niet ver daarvandaan bevinden zich nog drie soortgelijke centra, namelijk in Sugny, Herbeumont en Florennes. Voorts is er het tijdelijke opvangcentrum op de militaire basis van Anseremme, in de gemeente Dinant.

Wat is de stand van zaken met betrekking tot de oproep van de heer De Roo?

08.02 Staatssecretaris Philippe Courard (Frans): De heer De Roo heeft op eigen initiatief een aantal pistes naar voren geschoven. Er vinden geregeld vergaderingen plaats met de premier en staatssecretaris Wathelet om de situatie te analyseren.

De toestand in het Midden-Oosten baart ons zorgen. Er volgt eerlang een vergadering, waarop waarschijnlijk zal worden besloten om de vluchtelingen over diverse Europese landen te verspreiden. We moeten voor bijkomende opvangplaatsen zorgen en meer middelen uittrekken om de dossiers sneller te kunnen behandelen en de achterstand in te lopen.

Ik vraag de regering andere mogelijkheden te onderzoeken. Ik heb Baronville nooit voorgesteld en ik weet niet waar die informatie vandaan komt. De regering heeft nog geen beslissing genomen.

Ik tracht lokale initiatieven nieuw leven in te blazen door gemeenten en OCMW's te stimuleren om zich te engageren. Aangezien sommigen het spreidingsplan van de hand wijzen, kunnen we op die wijze de vluchtelingen toch een beetje spreiden. Als we via de LOI's extra plaatsen zouden kunnen creëren, zouden we geen nieuwe centra moeten openen.

De regering zal haar beleid moeten bijsturen in functie van de situatie.

08.03 David Clarinval (MR): De EU-landen zullen zich solidair moeten opstellen met betrekking tot de instroom van vluchtelingen.

Vijf jaar geleden diende ik als burgemeester van Bièvre een aanvraag in voor een LOI (lokaal opvanginitiatief). Ik kreeg als antwoord dat er een moratorium was afgekondigd.

08.04 Staatssecretaris Philippe Courard (Frans): Dat moratorium is maanden geleden afgelopen. Als u nog altijd een voorstel wil doen, zal ik voor u onverwijld de nodige contacten leggen. Aangezien dergelijke initiatieven uitgaan van de OCMW's, hebben we hen op de hoogte gebracht.

08.05 David Clarinval (MR): Ondanks de goede samenwerking tussen de OCMW's en de gemeenten zijn het aparte entiteiten. Het zou nuttig zijn ook de gemeenten in te lichten.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van mevrouw Zoé Genot aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de stand van zaken met betrekking tot het aantal opvangplaatsen" (nr. 3570)

09.01 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Gelet op de spanningen in Libië en Liberia – dat 84.000 vluchtelingen uit Ivoorkust moet opvangen – zou het maar normaal zijn dat ook wij billijkerwijze een deel van de vluchtelingen opvangen.

Dankzij de afgelopen winter gecreëerde plaatsen was er opvang voor hen die op straat leefden en voor de nieuwkomers van de jongste maanden. Zullen we echter in staat blijven om nieuwe asielzoekers behoorlijk

op te vangen?

Daarom wil ik u vragen hoeveel opvangplaatsen er momenteel zijn, wat de bezettingsgraad is, en hoeveel uitstromers er waren in januari en februari, teneinde de huidige rotatie te kunnen bepalen.

Hoeveel opvangplaatsen zullen er in de komende maanden wellicht geschrapt worden, en wanneer? Hoe schat u de toestand in?

09.02 Staatssecretaris **Philippe Courard** (*Frans*): De bezettingsgraad van het opvangnetwerk bedraagt 96,6 procent. Aangezien de hoge instroom aanhoudt, zullen wij al snel in de problemen raken.

In januari zijn er 1.776 personen uitgestroomd en in februari 1.427. Er zouden de komende maanden geen plaatsen verdwijnen. Sinds maart 2009 werden er 6.986 opvangplaatsen gecreëerd.

Wat de hotels betreft, zijn we van 1.200 thans gedaald tot onder de drempel van de 400. In dit kader speelt de bijzondere problematiek van de niet-begeleide minderjarigen een rol.

Uit de statistische gegevens van januari en februari 2011 blijkt dat het aantal asielaanvragen met 30 procent is gestegen ten opzichte van dezelfde periode in 2010.

Deze problematiek wordt op Europees vlak besproken en dat zal waarschijnlijk leiden tot een Europees spreidingsplan, wat onze opvangcapaciteit nog meer zal belasten.

Ik luid al maanden de alarmbel. Ik licht de regering zeer regelmatig in en er worden vergaderingen georganiseerd met de medewerkers van de heer Wathélet en van de eerste minister.

Er moet ook worden voorzien in middelen om de dossiers sneller af te handelen, opvangcapaciteit te vinden en beslissingen te nemen die ertoe kunnen leiden dat een aantal personen sneller uit de centra kan vertrekken. Ik was voorstander van het spreidingsplan, maar politiek gezien lag dat moeilijk.

We werken dat denkspoor verder uit, en daarnaast heb ik ook voorgesteld het aantal plaatsen te verhogen.

Vanmiddag of morgen vindt er een vergadering plaats om alle pistes te herbekijken. Nadat ze met de premier zijn besproken, zouden ze aan het kernkabinet moeten worden voorgelegd. Als er op Europees niveau een beslissing valt, zullen we onze opvangcapaciteit misschien kunnen verhogen.

Ik heb Baronville nooit vermeld. Ik weet niet of die site geschikt is om vluchtelingen op te vangen.

Het probleem moet op verscheidene manieren worden aangepakt. Ik zal ongetwijfeld de eerste zondebok zijn als er iets misgaat!

09.03 **Zoé Genot** (*Ecolo-Groen!*): Met een bezettingsgraad van 96 procent wordt de toestand snel weer zorgwekkend. Zullen de beloften inzake de afhandeling van de asioldossiers volstaan, rekening houdend met het toenemende aantal aanvragen?

Het spreidingsplan lijkt het interessantste denkspoor. Individuen werden gedurende zes maanden in collectieve opvangstructuren ondergebracht. Ze zouden de kans moeten krijgen om te socialiseren. Bovendien is een dergelijke oplossing ook minder duur.

Op een gegeven moment was er een probleem met de ontwikkeling van de LOI's, omdat u overstelpt werd met aanvragen.

09.04 Staatssecretaris **Philippe Courard** (*Frans*): Voor de LOI's heb ik wel geld, maar niet genoeg aanvragen!

09.05 **Zoé Genot** (*Ecolo-Groen!*): Alle individuele dossiers werden dus aanvaard? Dat is uitstekend!

Ik ben benieuwd wat de Europese overheden zullen voorstellen, want het gaat om materies die een globale aanpak vereisen, rekening houdend met het aantal personen dat in elk land al werd opgevangen.

De **voorzitter**: Vragen nrs 2266 van de heer Ducarme en 3527 van de heer Thiéry worden geschrapt.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 11.16 uur.